**Le pire est évité, pour le meilleur, il va falloir se mobiliser**

Les électeurs ont choisi massivement de barrer la route au Front national dont la candidate n’accèdera pas à la présidence de la République. Au terme d'une élection qui témoigne d’une république à bout de souffle démocratique, avec des « élites » se croyant intouchables et des citoyens se sentant incompris et mal représentés, cette nouvelle défaite de l’extrême-droite « est une victoire pour la démocratie », s'est félicitée la CGT qui a œuvré à faire barrage à l’extrême droite, « c’est le sens de notre engagement historique ».

Si on peut en effet se réjouir, il faut cependant voir que le score du FN donne la mesure « de la désespérance sociale, elle-même la conséquence des renoncements successifs des différents gouvernements à œuvrer véritablement pour la justice sociale » a souligné la CGT dans un communiqué au soir du second tour.

Combattre le Front national, c’est avant tout rompre avec les politiques libérales. C'est-à-dire faire le contraire des orientations du candidat Emmanuel Macron. L'ampleur de l'abstention et du vote blanc et nul au second tour, tout comme les scores réalisés au premier tour par des candidats de gauche montrent qu'Emmanuel Macron n'a pas rassemblé et remporté l'adhésion des Français à ses options libérales. Il a été élu pour beaucoup par défaut et par crainte du pire. Emmanuel Macron aurait tort de ne pas prendre en compte cette réalité.

Alors que les enquêtes d'opinion ont régulièrement montré que sept Français sur dix étaient opposés à la loi Travail, il entend non pas l'abroger mais l’étendre, en élargissant le périmètre des négociations d’entreprises au-delà de la question de l’organisation et du temps de travail et en « assouplissant » les règles du licenciement économique et plafonnant les dommages et intérêts pour licenciement sans cause réelle et sérieuse aux prud’hommes. Il met en avant la nécessité de réduire la dette pour justifier sa volonté de réduire les dépenses publiques, il entend aussi raboter les droits des retraités en transformant nos retraites en système par points. Il veut aussi durcir les conditions d'indemnisation du chômage par la sanction. Il compte poursuivre la baisse des cotisations sociales et fiscales des entreprises, pesant dès lors à la fois sur les recettes publiques et sur le financement de la sécurité sociale.

Or, ces mesures, appliquées depuis des décennies en France et dans de nombreux pays occidentaux, ne fonctionnent pas et aggravent même la situation sociale. Il n’est que de voir l’écart entre riches et pauvres se creuser d’année en année pour s’en convaincre. Que vaut une société dont le progrès ne profite qu’à une infime minorité et qui laisse sur le pavé de plus en plus d’exclus ? Que vaut le PIB si la population s’appauvrit ? La justice, ce n’est pas « la privatisation des profits et la socialisation des pertes » !

Au contraire, selon nous, il faut une meilleure répartition du travail, par le passage aux 32h, voire aux 30h, et la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités. La prise en compte des années d’étude doit également être examinée (s’il faut un diplôme pour accéder à la Fonction publique ou une formation scolaire pour être recruté, pourquoi cette scolarité ne serait-elle pas prise en compte dans le calcul des années de cotisations ?).

Il faut aussi des services publics de qualité partout sur le territoire, à même de remplir l’ensemble des services dont a besoin la population (transport public, petite enfance, etc). Donc il faut des emplois publics (qui servent aux Services publics et font baisser le taux de chômage).

**M. Macron envisage de gouverner par ordonnances. Nous n'avons aucune raison d'accepter aujourd'hui ce qui nous a été imposé avec le 49.3. La mobilisation sociale est plus que jamais à l'ordre du jour !**

Qui plus est, se battre dès aujourd’hui pour une société plus juste, pour des élus qui respectent les électeurs, c’est faire barrage au Front national. Car **faire barrage au FN, ce n’est pas seulement déposer un bulletin de vote une fois tous les 5 ans**, puis retourner vaquer à ses occupations, faire vraiment barrage, c’est faire barrage au quotidien, c’est lutter contre la désespérance, c’est lutter contre le chômage, c’est lutter contre la paupérisation.

**Au quotidien, quand des élus renient leurs engagements, accréditant ainsi avoir été élus sur leur nom et pas sur leur programme, quand les manifestations sociales sont plus durement réprimées par la gauche que par la droite, quand le pouvoir d’achat baisse de la même manière, que les suppressions d’emplois sont d’un niveau équivalent et pas plus justifiées par les gouvernements de gauche que de droite, quand le dialogue social n’existe plus, quand l’action syndicale est criminalisée, quand les hauts fonctionnaires ne sont plus que des comptables, quand les directeurs ne s’autorisent aucune marge de manœuvre…**

…Quand la modernité, c’est de casser les solidarités, c’est de stigmatiser le chômeur et le retraité, le migrant ou la religion de l’autre, quand les fonctionnaires ne sont considérés que comme un coût pour la collectivité, quand les Services publics sont dépassés, démodés…

…Tout cela fait le lit du Front national, insidieusement, parfois involontairement, mais cela fait le lit du FN, car cela brouille les cartes et ne laisse aucune alternative.

Le désespoir, le sentiment d’abandon ne peuvent conduite qu’au rejet de l’autre et au vote d’exclusion. Or, c’est de solidarité dont nous avons besoin, de meilleure répartition des richesses, de partage du travail.

**Et tout cela, nous ne l’aurons que si nous le prenons ; rien n’a jamais été gagné par la seule force d’une élection. Le barrage au FN a été fait électoralement, il doit maintenant être fait socialement et c’est à nous d’y pousser le nouveau président. La mobilisation sociale est plus que jamais à l'ordre du jour !**